

# Sans l'avouer, Charles Michel désavoue Theo Francken

■ Le Premier a décidé de prendre lui-même en main les négociations de la réforme de "Dublin" avec les partenaires européens.

Le débat, ce jeudi à la Chambre, sur les propos tenus cette semaine par Theo Francken, secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration (N-VA), était aussi vif que l'est le contexte actuel. L'opposition, qui exigeait une réaction du Premier ministre, n'a pas été convaincue. Elle attendait de Charles Michel qu'il aborde les dernières déclarations polémiques de Theo Francken, à savoir : le contournement de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) pour refouler les bateaux de migrants vers la Tunisie, et la vaseline et l'hypocrisie de la rue de la Loi et du rond-point Schuman. Sur papier, le Premier n'a pas condamné ces propos. Mais entre les lignes, c'est le désaveu de Theo Francken qui transparait en filigrane.

## Charles Michel reprend la main sur Dublin

Lors de son intervention à la Chambre, Charles Michel (MR) a annoncé que c'est lui, et non plus Theo Francken, qui négociera désormais la réforme de Dublin (ce procédé qui veut que le premier pays d'entrée soit celui qui traite la demande d'asile) au niveau européen.

Pour rappel, une réunion à Luxembourg s'est tenue cette semaine à ce sujet. Un fiasco. "Il n'y a pas de base suffisante pour poursuivre la discussion sur la réforme de Dublin. Plusieurs pays ont exprimé des réticences importantes", avait déclaré, en marge de cette rencontre, le nationaliste flamand qui représentait la Belgique.

Face à ce nouvel échec dans les négociations, Charles Michel est donc monté au créneau. "Compte tenu du blocage persistant depuis trois ans au Conseil, le niveau (des négociations, Ndlr) doit être relevé au niveau des chefs d'Etat et des chefs de gouvernement afin que l'on puisse donner les impulsions politiques pour progresser sur le sujet", a-t-il déclaré, précisant qu'il plaidera auprès de ses homologues allemand et français en ce sens la semaine prochaine.

Aurait-il adopté pareille position sans les déclarations récentes de Theo Francken?

*"Les négociations doivent être relevées au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement."*

Charles Michel  
Premier ministre (MR).

Pas sûr. Mais vu les circonstances, le Premier savait qu'il devait réagir pour asseoir son autorité. En un tour de passe-passe, il retire ainsi ce dossier des mains du protégé de Bart De Wever (N-VA)... sans le dire ouvertement non plus.

Autre désaveu, toujours à demi-mot: Charles Michel a rappelé, comme en décembre dernier durant l'affaire soudanaise, le caractère "sacré" de l'article 3 de la CEDH. Ce faisant, il fait passer un autre message : il n'est pas question de contourner ledit article, contrairement à ce qu'avait laissé entendre Theo Francken.

## L'opposition n'offre pas d'alternative

Le locataire du 16 rue de la Loi n'a pas non plus manqué d'attaquer l'opposition, comme il l'avait déjà fait ces derniers jours en maintenant que celle-ci ne plaide que pour des frontières ouvertes.

"J'ai écouté attentivement les représentants de l'opposition. Je n'ai pas entendu un seul de ses représentants dire quelle était l'alternative à la démarche que nous préconisons et que nous mettons en œuvre", a-t-il martelé. Pour rappel, dans notre édition de ce jeudi, "La Libre" avait interrogé les membres de l'opposition francophone à ce sujet. PS, CDH, Ecolo et PTB ont tous rétorqué ne pas défendre les frontières ouvertes. Une position qu'ils ont réaffirmée à la Chambre ce jeudi.

## Le CD&V et l'Open VLD se distancient de Theo Francken

Toujours à la Chambre, les chefs de groupe Open VLD et CD&V se sont très clairement distanciés du secrétaire d'Etat et de ses propos concernant l'article 3. "En tout cas, il n'a pas parlé en mon nom", a lâché le chef de groupe Open VLD Patrick Dewael. Ce dernier a rappelé les règles de déontologie qui prévalent au sein du gouvernement lorsqu'un membre doit s'exprimer au nom de l'exécutif. Ces règles devraient l'emporter sur la "fièvre électorale" qui anime la N-VA, a-t-il avancé. Evoquant la déclaration à laquelle devra s'attacher tout primo-arrivant, le chef de groupe CD&V, Servais Verherstraten, a indiqué qu'elle s'appliquait aussi "à tous les Belges et certainement aux membres de votre gouvernement". Les règles s'appliquent aux "gens et ils méritent le respect", a-t-il précisé, applaudi comme Patrick Dewael par l'ensemble de l'assemblée, à l'exception de la N-VA et de l'extrême droite.

S. F.